



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2021 - Adoption

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et à la loi NOTRe du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) depuis le 1^{er} janvier 2018.

Cette compétence est venue compléter et renforcer ce périmètre d'actions de la Métropole, d'un point de vue géographique et thématique.

La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations recouvrent des missions variées tels que l'aménagement de bassin hydrographique (études globales de connaissance du fonctionnement d'un bassin – préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau...), l'entretien des cours d'eau (en cas de défaillance des propriétaires riverains), la défense contre les eaux et submersion marine (construire, entretenir et surveiller des ouvrages hydrauliques constitués en système d'endiguement), la restauration des écosystèmes et zones humides (restauration de la continuité écologique, gestion des zones humides, restauration hydro-morphologique des cours d'eau).

Après 3 années d'exercice de la compétence, le renforcement des missions concernant le volet GEMA « gestion des milieux aquatiques » s'avère nécessaire pour améliorer la résilience de ces milieux face aux effets du changement climatique, en cohérence avec les politiques nationales ou locales, mais aussi du fait que la restauration de ces milieux constitue un volant majeur des mesures compensatoires « GEMAPI » désormais requises pour les projets d'aménagements ou d'infrastructures sur le territoire. Ces milieux sont majeurs de par leur rôle d'écrêteur de crues mais aussi pour leur fonction épuratoire, leurs multiples fonctionnalités écologiques et la préservation d'une biodiversité particulièrement remarquable.

Ces missions ont été peu déclinées jusqu'à présent le temps de lancer les études stratégiques de connaissance, de restauration et de gestion des milieux aquatiques. Une étude est en cours sur le périmètre élargi des zones humides, des lagunes palavasiennes et du littoral et plusieurs restent à lancer à l'échelle du bassin versant de l'étang de l'Or. Sur le bassin versant du Lez, la mise en œuvre du plan de gestion réalisée en 2019 se concrétise par la restauration des prairies alluviales de la Mosson sur la commune de Laverune.

L'augmentation du produit de la taxe permettra de couvrir les frais liés au renforcement des missions concernant le volet GEMA « gestion des milieux aquatiques », comme les travaux de restauration des prairies alluviales de la Mosson qui démarrent en 2021, et les frais études préalables aux investissements lourds qui ont démarrés en 2020 pour la protection contre les inondations.

Par délibération n°14855 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a institué la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Son produit est défini annuellement. Il est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement de la compétence, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence.

Le produit est fixé à 3 M€ depuis l'institution de la taxe en 2018. Compte tenu des évolutions réglementaires et de l'évolution de la programmation pluriannuelle des investissements afférente, il est nécessaire de faire évoluer ce produit. Il est proposé de le porter à 5 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de fixer le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 5 M€ pour l'exercice 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 13/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157497-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 13/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.